REPUBLIQUE DU NIGER

MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT NIGER (MCA-NIGER)

DP- N° IR/Pr/3/QCBS/0024/20
Sélection d'un Cabinet chargé de la Réforme du Système des Statistiques Nationales (SSN) au Niger

BULLETIN DE CLARIFICATIONS No 1

Date : 02 Février 2021

QUESTIONS	REPONSES
Q1 : La section I du DP expose les conditions sous lesquelles les consultants potentiels peuvent demander un éclaircissement sur le document. En vertu de l'article 8.1, nous souhaiterions obtenir une clarification concernant les références à fournir. Le formulaire « Tech-4 Expérience du consultant » contient la formulation suivante : « Fournir dans le tableau ci-dessous des informations sur les missions pertinentes pour lesquelles votre cabinet et chacun de vos Associés ont été dûment engagés à titre individuel, soit en tant que seule société soit comme l'une des principales sociétés au sein d'une Association, pour exécuter des services de consultant similaires à ceux demandés dans les Termes de Référence de la présente DP. Cela doit comprendre les missions similaires financées par la MCC. Ne pas fournir d'informations sur une expérience dans un quelconque projet financé par la MCC peut entraîner le rejet de la Proposition ». Doit-on en déduire qu'en l'absence d'une collaboration passée entre le soumissionnaire et MCC, l'offre sera automatiquement rejetée ?	**R 1 :** **Non l'offre ne sera pas automatiquement rejetée**

QUESTIONS	REPONSES
Q2 : Pourriez-vous partager les documents mentionnés à la page 28 des TdR, à savoir : - Le rapport d'étude complet de l'IFPRI. - Les accords d'entités de mise en œuvre ; - Le document de Stratégie Nationale de Développement Statistique ; et - Le plan d'action console.	**R2 :** **Non nous ne partagerons ces documents qu'une fois l'adjudicataire identifié.**
Q3 : Point 3.6.1 Page 13 des TdR, pourriez-vous préciser si le rapport de synthèse sur la pré-évaluation des risques fait partie intégrante du Livrable 1 ou s'il est considéré comme un rapport annexe aux (11) livrables contractuels ?	**R3 :** C'est un des résultats attendus de la consultance.
Q4 : Au dernier paragraphe de Point 3.4 de la page 12 des TdR, il est mentionné *que les acquisitions [logiciels, équipements et matériels] seront réalisés par le MCA-Niger*. Pourriez-vous confirmer que par « réaliser » vous entendez également « pris en charge financièrement » ?	**R4 :** **Oui pris en charge financièrement par MCA-Niger**
Q5 : Au point 3.6.2 pages 14 des TdR, il est mentionné que *le coût des services de Consultants ne doit pas dépasser US$* deux *(02) millions pour un coût global de l'activité de réforme du SSN de US$ 4 millions.* Pourriez-vous confirmer que : - Le budget estimatif pour la présente mission est bien de US$ 2,5 millions et non US$ 2 millions; - Les US$ 4 millions incluent le coût de la présente mission.	**R5 :** Voir ITB 12.2(c) : Le budget estimatif pour la mission s'élève à USD 2,500,000 Le budget est annoncé à titre indicatif. Il ne s'agit PAS d'une méthode de sélection basée sur un budget fixe qui aurait pour conséquence d'éliminer les propositions des Consultants ne rentrant pas dans le budget **mais d'une sélection basée sur la Qualité et le Coût. Les Consultants sont libres de proposer leur prix mais en ayant à l'esprit que celui-ci est un critère de sélection** et qu'une analyse de raisonnabilité de prix sera faite avant toute attribution de contrat
Q6 : Pourriez-vous confirmer que les fora et plaidoyers organisés dans le cadre de renforcement des capacités des parlementaires et du CNS (Cf. point 3.6.3 page 16 de TdR) devront être organisés par le consultant mais seront pris en charge financièrement par le MCA-Niger ?	**R6 :** Non, le consultant prendra en charge tous les couts de fora et plaidoyers

QUESTIONS	REPONSES
Q7 : Les TdR (point 3.6.3, page 17) précisent que le Consultant devra prévoir et organiser des voyages d'étude (6 sous-régionaux et 1 international). Pourriez-vous confirmer que ces voyages seront entièrement financés par le MCA-Niger et qu'ils ne doivent pas être considérés dans l'offre financière des soumissionnaires ? Par ailleurs, pourriez-vous confirmer que l'équipe d'experts du Consultant ne prendra pas part à ces voyages d'études ?	**R7 :** Les agents MCA sont pris en charge par MCA. Les cadres sectoriels seront pris en charge par le budget de la réforme conformément aux activités retenues avec le consultant et proposées par eux dans le plan d'actions final.
Q8 : Au point 3.6.4, page 18 des TdR, pourriez-vous confirmer que les frais d'ateliers et de formations sur les méthodes d'estimation des récoltes mené par le Consultant RTI contracté par le MCC seront pris en charge par le Consultant RTI ?	**R8 :** Non. RTI déterminera les coûts qui seront financés par le Consultant adjudicataire.
Q9 : Pourriez-vous préciser le rôle du Consultant dans l'élaboration de la plateforme de dialogue (page 18-19 des TdR) ? En effet, la conception de la plateforme (via un schéma d'architecture technique notamment), les formations et renforcement de capacités des utilisateurs, la description technique des équipements et logiciels, etc. sont de la responsabilité du Consultant. Par contre, qu'en est-il du développement informatique à proprement parlé de la plateforme (ou l'acquisition d'un logiciel adapté) ? Est-ce du ressort du consultant ou d'un prestataire qui sera contractualisé par le MCA-Niger ?	**R9 :** Le consultant devra livrer une plateforme fonctionnelle (clé en main), MCA-Niger ne sous contractualisera pas de prestataire dans le cadre de ce processus.
Q10 : Page 19 des TdR, il est mentionné que l'acquisition, l'installation et les tests des équipements seront à la charge du fournisseur sélectionné par le MCA-Niger. Pourriez-vous confirmer que cela inclue les coûts associés au développement informatique et la maintenance de la plateforme ?	**R10 :** Non cela n'inclue pas les coûts associés au développement informatique et maintenance de la plateforme.
Q11 : Le Consultant devra organiser une série d'ateliers de renforcement des capacités sur des thématiques au profit des provinces. Le Niger n'étant pas divisés en provinces, pourriez-vous préciser quelles sont les régions cibles ? Pourriez-vous également confirmer que les entités ciblées seront bien les universités régionales ?	**R11 :** Lire région au lieu de province. Les universités régionales sont parties intégrantes du renforcement des capacités.
Q12 : Pourriez-vous confirmer que tous les frais encourus et prévus dans l'offre du Consultant (y compris l'organisation des nombreux ateliers) doivent être inclus dans les honoraires du personnel du Consultant (FIN-4) ?	**R12 : OUI**

QUESTIONS	REPONSES
Q13 : La Section III mentionne les critères de qualification et d'évaluation. Le point 3.1 précise les statuts juridiques des structures soumissionnaires. Il est notamment écrit « *Dans le cas où le Consultant est une Association d'entités, il doit joindre tout autre document montrant son intention de s'associer ou qu'il est associé à une ou d'autres entités qui soumettent conjointement une Proposition* ». Quels sont les documents considérés comme justifiant une intention de s'associer ?	**R13 :** TECH 1 et ses Annexes
Q14 : Pouvez-vous confirmer que le formulaire Tech 8 ne contient des informations que pour le personnel clé, à savoir les 6 experts mentionnés dans les Termes de Référence ?	**R14 :** OUI
Q15 : Le point 3.6.2. des Termes de Référence mentionne : « *Le coût des services de consultants ne doit pas dépasser US$ deux (02) millions pour un coût global de l'activité de réforme du SSN de US$ 4 millions* ». Les 2 millions mentionnés font-ils partie du budget total de 2.5 millions USD, ou s'agit-il de propositions de coûts pour le recrutement de consultants extérieurs ?	**R15 :** Le coût des services de consultants ne doit pas dépasser US$ deux millions cinq cent mille dollars (USD 2,500,000) au lieu de deux (2) millions pour un coût global de l'activité de réforme du SSN de US$ 4 millions. Un addendum vous sera envoyé dans ce sens.
Q16 : La tâche 4, définie dans le point 3.6.4. des Termes de Référence, prévoit l'intervention du Research Triangle Institute en ces termes « *Le Consultant Research Triangle Institue (RTI) contracté par MCC pour le développement de cette méthode proposera le budget y afférent et assurera cette formation en étroite coordination avec le Consultant adjudicataire* ». Or, la phrase précédente celle-ci indique que « *Le Consultant sera responsable de toute la logistique nécessaire à l'organisation des ateliers et prendra en charge les frais encourus* ». Quelle est la répartition précise des rôles entre le Research Triangle Institute, et l'attributaire du présent marché ? S'agit-il d'un budget dont dispose le Research Triangle Institute, et qui sera dépensé par l'attributaire ? Peut-on avoir des informations quant à ce budget ?	**R16 :** ***R16 a)*** **:** RTI collaborera avec le Consultant adjudicataire dans la mise en œuvre des activités conformément aux propositions techniques et au budget proposé par RTI. ***R16 b)*** : RTI déterminera les coûts qui seront pris en charge par le Consultant adjudicataire. Ces coûts vont être présentés comme **dépenses remboursables** par les soumissionnaires dans leur proposition financière. ***R16 c)*** : Nous n'avons pas d'information précise sur ce budget mais chaque soumissionnaire fera une simulation par rapport aux informations techniques étant donné que ce sont des dépenses remboursables (cf. 16 b))

QUESTIONS	REPONSES
Q17 : Pour ce qui concerne le Master plan de réforme de la statistique (Livrable n°2) : a. Devra-t-il se limiter aux statistiques agricoles et d'élevage (ou même du secteur rural) ou être étendu à tout le SSN ? b. Son dimensionnement devra-t-il se limiter au budget du MCA (4 millions d'USD) et sa durée à celle de la mise en œuvre des activités du Consultant ?	**R17 :** ***R17 a)*** : Non, la Reforme ne se limitera pas aux statistiques agricoles et d'élevage ou même du secteur rural. Elle sera étendue à certains secteurs du SSN partenaires du Compact comme l'INS, CNS, les Universités, CAPEG, Ministère du Plan, etc…. (*Cf. 3.6. Tâches et livrables*). ***R17 b)*** : Oui, son dimensionnement doit se limiter au budget de MCA-Niger (USD 2,500,000 comme frais de consultant et USD 1,500,000 comme frais des acquisitions et services). La durée sera celle de la mise en œuvre des activités du Consultant.
Q18 : Pour ce qui concerne la plateforme de dialogue et de communications pour les politiques agricoles (Livrable 8), doit-on faire le développement complet de cette plateforme ou il s'agit ici d'améliorer un outil déjà existant ?	**R18 :** Il s'agit de la conception et la mise en place de la plateforme comme mentionnée dans le livrable **7** et aussi la mise à niveau éventuelle de plateforme existante
Q19 : Quel sera le rôle de RTI, notamment pour ce qui concerne la proposition d'un budget pour l'organisation des ateliers (page 18 des Termes de référence - TdR) ? Ce budget pourrait-il être réévalué/revu par le Consultant ?	**R19 :** cf réponse **R16**
Q20 : Pourrions-nous avoir accès au « Rapport d'étude de IFPRI » cité à l'annexe 1 « Lecture conseillée » p.28 des TdR.	**R20 :** cf Réponse **R2**
Q21 : A la page 28 des TdR, il est cité au point 9 des documents intitulés « Accords d'entités de mise en œuvre ». Où peut-on trouver ces documents?	**R21 :** Nous partagerons ces documents qu'une fois l'adjudicataire identifié.
Q22 : Dans les instructions données à la page 88 du dossier de demande de proposition pour la vérification de l'éligibilité des experts/partenaires/fournisseurs de services que nous allons proposer, les deux liens suivants ne sont pas accessibles a. System for Award Management (SAM) – https://www.sam.gov/portal/SAM/#1 b. Liste des entreprises radiées par la Banque Mondiale - http://web.worldbank.org/external/default/main?contentMDK=64069844&menuPK=116730&pagePK=64148989&piPK=64148984&querycontentMDK=64069700&theSitePK=84266 Pouvez-vous nous indiquer comment nous pouvons obtenir les informations contenues dans ces deux liens ?	**R22 :** Veuillez utiliser les deux liens ci-dessous : **https://www.sam.gov/SAM/pages/public/searchRecords/search.jsf** **https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms**